



**HAL**  
open science

## De la défaite à la libération - le 8 mai 1945 dans la culture politique et mémorielle allemande

Marcel Tambarin

► **To cite this version:**

Marcel Tambarin. De la défaite à la libération - le 8 mai 1945 dans la culture politique et mémorielle allemande. Ruptures modernes et contemporaines, Unité de Recherche sur l'Histoire, les Langues, les Littératures et l'Interculturel (HLLI EA 4030) / C.E.R.C.L.E. (Centre d'études et de Recherche sur les Civilisations et les Littératures Européennes) / ULCO (Université du Littoral-Côte d'Opale), Nov 2006, Boulogne-sur-Mer, France. hal-03128623

**HAL Id: hal-03128623**

**<https://hal.science/hal-03128623>**

Submitted on 2 Feb 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DE LA DÉFAITE À LA LIBÉRATION : LE 8 MAI 1945  
DANS LA CULTURE POLITIQUE ET MÉMORIELLE ALLEMANDE \*

MARCEL TAMBARIN  
*Université de Bourgogne (Dijon)*

A l'occasion des cérémonies du 9 mai 2005 commémorant la fin de la Deuxième Guerre mondiale à Moscou, Gerhard Schröder, le chancelier allemand alors en exercice, écrivait dans la *Komsomolskaïa Pravda* que, pour les Allemands, cette date représentait avant tout le jour où ils avaient été libérés de la dictature national-socialiste. Pour avoir signé un article similaire, mais bien plus nuancé, deux jours auparavant dans le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, le chancelier savait pourtant pertinemment que non seulement cette perception de la fin de la guerre n'était pas celle de la majorité des Allemands qui en avaient été les contemporains, mais que même soixante ans plus tard cette interprétation n'était pas partagée, du moins sous cette forme lapidaire, par tous ses compatriotes, et en particulier par ceux qui s'en faisaient les porte-parole dans le milieu médiatique ou politique<sup>1</sup>.

Jamais en effet cette date n'a été aussi univoque en Allemagne qu'elle peut l'être par exemple en France, où elle a toujours représenté le jour de la victoire et de la libération

---

\* Communication présentée le 18 novembre 2006 au colloque international et pluridisciplinaire « Ruptures modernes et contemporaines » organisé par le Centre d'Études et de Recherches sur les Civilisations et les Littératures Européennes [CERCLE – EA 3601, dir. prof. Jacqueline Bel] de l'Université du Littoral - Côte d'Opale [ULCO] à Boulogne-sur-Mer du 16 au 18 novembre 2006. À quelques corrections de coquilles près, le présent texte est identique à celui qui devait figurer dans la publication toujours en attente des actes du colloque et n'a donc pas été actualisé. Note ajoutée le 02.02.2021, M. Tambarin, maître de conférences honoraire – ILCEA4 ([marcel.tambarin@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:marcel.tambarin@univ-grenoble-alpes.fr)).

<sup>1</sup> Gerhard Schröder, « Über den Gräbern einander die Hand reichen », *Blätter für deutsche und internationale Politik* N°6/2005 (juin), p. 762 (texte original *Komsomolskaïa Pravda* du 9 mai 2005) ; « Wir stehen erst jetzt am Ende einer langen Nachkriegszeit », *Süddeutsche Zeitung* des 7 et 8 mai 2005.

définitives et l'on a souvent souligné<sup>2</sup> qu'en Allemagne elle pouvait aussi bien désigner la victoire que la défaite, la libération que la catastrophe: victoire pour les opposants au régime, défaite pour les armées, libération pour les survivants des camps, catastrophe pour tous ceux qui avaient suivi le régime. Mais de cette multitude de perceptions, d'ailleurs plus ambivalentes qu'alternatives, que recouvre le 8 mai 45, c'est sans aucun doute la dernière, le 8 mai comme défaite et comme catastrophe, qui correspond le plus à ce que la majeure partie de la population du *Reich* a ressenti, même chez ceux qui l'ont également perçu comme le début d'une ère de liberté<sup>3</sup>.

C'est dire qu'entre 1945 et 2005, entre les contemporains de la capitulation et le chancelier G. Schröder, la place que le 8 mai 1945 occupe dans la culture politique et mémorielle de l'Allemagne a connu une mutation significative, à tel point que les divergences entre souvenir personnel et commémoration publique, entre sphère privée et sphère publique n'ont peut-être jamais été aussi marquées. C'est cette mutation du 8 mai 1945 dans l'espace public qu'il s'agit de retracer ici en s'appuyant sur les discours officiels, essentiellement les discours prononcés par les présidents successifs de la République fédérale (incidemment aussi par des chanceliers), ainsi que sur des articles parus dans la presse à l'occasion du 8 mai pour montrer comment l'on est d'abord passé de la défaite à l'année zéro, puis de l'année zéro à la libération et enfin dernièrement même de la libération à la victoire.

## I. De la défaite à l'année zéro

L'année 1945 passe communément pour l'année zéro de l'Allemagne post-hitlérienne. Les Allemands parlent même d'« heure zéro » (« Stunde Null ») pour désigner cette césure historique exceptionnelle et si l'on a eu recours à cette image, c'est qu'elle exprime de manière particulièrement frappante une rupture radicale avec l'état antérieur, qui se

---

<sup>2</sup> Cf. par exemple Jérôme Vaillant, « Le 8 mai dans nos mémoires collectives : victoire, défaite, libération, nouveau départ », *Allemagne d'aujourd'hui* N° hors série (mai 2006), *8 mai 1945 – 8 mai 2005. France et Allemagne : de la guerre au partenariat européen*, pp. 7-22.

<sup>3</sup> Ainsi Günter Grass, dans « Geschenkte Freiheit » (discours pour le 8 mai 1985), *Werkausgabe in zehn Bänden*, Luchterhand, Darmstadt 1987, vol. IX, pp. 891-906. Cf. pour une approche nationaliste orientée sur les pertes allemandes la documentation rassemblée par un représentant de la « Nouvelle Droite » *Die Besiegten. Die Deutschen in der Stunde des Zusammenbruchs 1945*, éd. Karlheinz Weißmann, Antaios, Schnellroda 2005.

trouve pour ainsi dire aboli, ou du moins déclaré nul et non avenue. Aussi grandiloquente que puisse paraître cette expression, l'on n'a aucune peine à comprendre qu'un pays dont les armées venaient d'être anéanties, dont les villes étaient pour la plupart en ruines, et dont la population venait de subir toutes les extrémités de la guerre et de la défaite ait ainsi préféré faire table rase du passé et repartir à zéro. De fait, l'Allemagne repart après 1945 sur de nouvelles bases politiques et institutionnelles, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, et les deux Etats qui voient le jour en 1949 se définissent clairement par opposition au régime nazi : ce n'est bien évidemment pas un hasard si la date du 8 mai 1949 a été retenue pour adopter la Loi Fondamentale, la nouvelle constitution ouest-allemande, dont l'article 139 renvoie d'ailleurs expressément à la loi sur la « libération du peuple allemand du national-socialisme et du militarisme »<sup>4</sup>.

Si l'on peut aujourd'hui ironiser sur la subite transformation de nazis en démocrates qui s'est apparemment opérée en 1945<sup>5</sup>, le fait est qu'en lieu et place des combats d'arrière-garde acharnés et de l'attachement fanatique au régime que les Alliés appréhendaient, l'on a vu disparaître du jour au lendemain les millions de membres que comptait le NSDAP, le parti nazi, à tel point que certains observateurs, comme la journaliste américaine Martha Gellhorn ou la philosophe retour d'exil Hannah Arendt, se sont à l'époque irrités de ne pas rencontrer un seul Allemand qui reconnaisse avoir jamais été nazi. De fait, nombreux sont ceux qui ont alors rompu avec leur passé récent en expurgeant leur biographie, souvent à l'aide de « *Persilscheine* », ces certificats rappelant une lessive célèbre qui permettaient de se blanchir pour passer à travers les contrôles de la dénazification, quand ils ne se sont pas donné une nouvelle identité, à l'exemple du *SS-Hauptsturmführer* Hans Ernst Schneider qui, sous le nom de Hans Schwerte, a fort honorablement refait sa vie dans la nouvelle république, puisqu'il a fini comme président de l'université d'Aix-la-Chapelle, avant d'être démasqué en 1995. Il s'agit là bien sûr d'un cas extrême, mais à bien moindre échelle cela vaut néanmoins pour beaucoup, qui ont par exemple occulté un passage dans la *Waffen-SS* comme l'écrivain et prix Nobel de littérature Günter Grass<sup>6</sup>.

---

<sup>4</sup> Loi N°104 du 5 mars 1946 fixant les modalités de la dénazification.

<sup>5</sup> Klaus Harpprecht, « Gab es Nazis überhaupt jemals ? », *Die Zeit* N° 19 du 4 mai 2005.

<sup>6</sup> Marcel Tambarin, « Avoir le dernier mot – Günter Grass, la Waffen-SS et la mémoire collective », *Allemagne d'aujourd'hui* N° 181 (juil.- sept. 2007), pp. 132-147.

## Une métaphore commode

Cette image ou plutôt ce slogan de l'année zéro présentait un intérêt indéniable : celui d'éviter d'affronter un dilemme des plus épineux, c'est-à-dire de devoir choisir entre la défaite et la libération comme sens à donner à ce 8 mai. Alors qu'adhérer à l'idée de défaite, donc d'échec, ne pouvait que nourrir des sentiments négatifs (le désespoir, la dépression, le ressentiment) dans une population qui s'était majoritairement battue jusqu'au bout, et avec de lourdes pertes, pour défendre son pays, sinon le régime nazi, il n'était inversement guère possible d'adhérer à l'idée de libération que pour pour ceux - déportés, travailleurs du STO, prisonniers de guerre, résistants, etc. - qui avaient réellement été libérés au même titre que les populations des pays occupés et l'on peut d'ailleurs relever au passage que la libération avait été expressément exclue des buts de guerre américains<sup>7</sup>. Se ranger dans le même camp que ces derniers aurait donc pour la plupart des Allemands du *Reich* constitué une forme d'usurpation, même si l'on peut admettre que beaucoup étaient sans nul doute soulagés que la guerre soit terminée et de se voir délivrés de la peur des bombardements – d'autant que pour une partie des Allemands, la dictature nazie allait rapidement être suivie d'un autre régime qui ne laissait guère de place à la liberté. Expression par excellence de la discontinuité, l'année zéro présentait en outre l'avantage de suggérer une autre discontinuité, celle que représentaient au sein de l'histoire allemande la période 1933-1945 et le nazisme, bientôt présenté lui aussi comme rupture avec l'histoire ancestrale de l'Allemagne, comme accident de parcours ou comme « catastrophe allemande », ainsi que l'exprimait le titre du livre célèbre de l'historien Friedrich Meinecke publié en 1946.

## Plus qu'une métaphore : un mythe

Toutefois, il est très vite apparu que cette rupture était loin d'être aussi radicale que l'image certes prégnante et commode de l'année zéro pouvait le laisser penser. Dès les

---

<sup>7</sup> Comme le stipule la directive des chefs d'états-majors interarmes d'avril 1945 JCS (Joint Chiefs of Staff) 1067, reproduite dans Christoph Kleßmann, *Die doppelte Staatsgründung - Deutsche Geschichte 1945-1955*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen 1982, p. 353).

premières années de l'après guerre ont en effet commencé à retentir des appels qui n'ont d'ailleurs jamais cessé et qui réclamaient qu'on tire un trait définitif sur la période 1933-1945. Et s'il y a bien une preuve que la rupture n'a pas été aussi nette que ne le suggère l'image de l'année zéro, c'est bien la manifestation réitérée de cette revendication, ce sont bien les tentatives spontanées de proclamer *a posteriori* une rupture qui n'avait pas eu lieu de manière aussi franche en 1945. Mais les réminiscences et les résurgences de ce passé (qu'il s'agisse des procès contre les criminels nazis ou des révélations qui ne cessent de s'égrener aujourd'hui encore sur le passé de tel ou tel, comme dernièrement encore sur G. Grass) n'ont cessé de remettre en cause la rupture symbolisée par l'année zéro et de nos jours cette métaphore peut être considérée pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un mythe fondateur destiné à permettre un nouveau départ à une population que tout aurait dû maintenir dans l'affliction et la prostration.

Aujourd'hui, il est non seulement possible d'affirmer, comme le fait l'historien Heinrich August Winkler qu'il n'y a pas eu d'« heure zéro » après l'effondrement du IIIème Reich, tout en concédant que cette expression cernait au plus près le ressenti des contemporains du 8 mai 1945<sup>8</sup>, mais on peut même se demander si dans de nombreux domaines les continuités ne l'ont pas emporté sur les discontinuités<sup>9</sup>. Paradoxalement, il semble même que ce soit justement en acceptant de reconnaître les continuités, qu'elles soient personnelles ou institutionnelles, donc – en forçant un peu le trait – en reconnaissant l'absence de rupture en 1945, que la rupture effective a pu être consommée et que l'Allemagne a pu se libérer de l'emprise du nazisme<sup>10</sup>. Il est vrai que, le temps aidant, il est devenu plus facile de reconnaître des continuités qu'il était vital de nier en 1945, autant parce que les implications personnelles sont devenues rares que parce que les conséquences politiques de ce passé ont déjà été tirées par la République fédérale. Si le 8 mai 2005 le président Köhler peut affirmer que « l'Allemagne est aujourd'hui un autre pays qu'il y soixante ans »<sup>11</sup>, c'est-à-dire que la rupture est enfin consommée, cette

---

<sup>8</sup> Heinrich August Winkler, *Histoire de l'Allemagne XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle: Le long chemin vers l'Occident*, Fayard, Paris 2005, p. 567 (titre orig. *Der lange Weg nach Westen*, Beck, Munich 2000).

<sup>9</sup> Comme Götz Aly dans *Hitlers Volksstaat. Raub, Rassenkrieg und nationaler Sozialismus*, Fischer Taschenbuch, Francfort/Main 2006, pp. 38-39.

<sup>10</sup> Cela vaut du reste non seulement pour 1945 mais aussi pour 1933, que l'on a fini par réintégrer dans la continuité historique après avoir abandonné la thèse de « l'accident de parcours ».

<sup>11</sup> Horst Köhler, « Begabung zur Freiheit », *Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung* N° 38-2 du 8 mai 2005 (trad. M.T. ), dorénavant abrégé en *Bulletin*.

durée de soixante ans montre toutefois également qu'il n'était pas aussi aisé de rompre avec ce passé que pouvait le laisser espérer la formule incantatoire de l'année zéro.

## II. De l'année zéro à la libération

Le moment que tous s'accordent à reconnaître comme moment-clé dans le passage à la perception du 8 mai 1945 comme jour de libération, c'est le fameux discours prononcé par le président Richard von Weizsäcker le 8 mai 1985, dont on a surtout retenu une phrase aussi simple que dénuée d'équivoque: « Le 8 mai fut un jour de libération »<sup>12</sup>. C'est effectivement un discours qui a fait date et s'il n'est pas faux de dire qu'il a été le premier à mettre l'accent aussi nettement sur cette notion de libération, il faut surtout souligner que c'est le premier discours dans lequel cette affirmation a connu un tel retentissement aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger<sup>13</sup>. Car à y regarder de plus près, on constate que ce n'est pas à proprement parler le premier discours présidentiel qui présente ainsi le 8 mai, puisque dès les années 1950 le premier président de la République fédérale, Theodor Heuss, avait déjà peu ou prou affirmé la même chose, en parlant du « sentiment de libération » des Allemands en 1945, et des Allemands qui se sentaient libérés « du mensonge, de l'arbitraire, de la violence »<sup>14</sup>. A vrai dire, ces mots n'avaient pas été prononcés à l'occasion du 8 mai : ils l'avaient été le 5 mai 1955, jour de l'entrée en vigueur des Accords de Paris, à l'occasion du départ des Hauts Commissaires Alliés et de l'accréditation des nouveaux ambassadeurs par la République fédérale qui venait de recouvrer sa souveraineté – alors que le 8 mai 1955 le président Heuss s'est contenté d'une allusion à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et à la libération dans un discours prononcé la veille du 150<sup>ème</sup> anniversaire de la mort de Schiller. Il faut toutefois, pour lui rendre justice, reconnaître que dès le 8 mai 1949, donc bien avant son élection à la

---

<sup>12</sup> Richard von Weizsäcker, « Der 8. Mai 1945 – 40 Jahre danach », *Von Deutschland aus. Reden des Bundespräsidenten*, DTV, Munich 1987, pp. 11-35, cit. p.12 (trad. M.T.).

<sup>13</sup> Voir par ex. Ullrich Gill et Winfried Steffani, *Eine Rede und ihre Wirkung*, Röhl, Berlin 1986 ou Rolf Grix et Wilhem Knöll, *Die Rede zum 8. Mai*, Atelea, Oldenburg 1987.

<sup>14</sup> Theodor Heuss, « An die ehemaligen Hohen Kommissare » (5 mai 1955), *Reden der deutschen Bundespräsidenten Heuss, Lübke, Heinemann, Scheel* (éd. Dolf Sternberger), Hanser, Munich 1979, pp. 39-42, cit. p. 39 (trad. M.T.).

présidence fédérale, Theodor Heuss avait souligné devant l'assemblée constituante le caractère paradoxal du 8 mai 45, qui avait à la fois anéanti et délivré les Allemands<sup>15</sup>.

Il est vrai aussi que le 8 mai n'a jamais été un jour férié en RFA - à la différence de la RDA qui l'a institué de 1950 à 1966 et qui a continué de le commémorer, comme jour de libération, tous les ans après cette date - et qu'il n'a pas fait l'objet d'un discours présidentiel avant celui de Gustav Heinemann en 1970<sup>16</sup>. Car si en 1965 la date du 8 mai a été officiellement commémorée, elle ne l'a été que par des proclamations gouvernementales, qui – même si elles sont les premières en la matière - ont surtout été l'occasion de rappeler que depuis cette date des peuples entiers, ceux qui vivaient sous l'emprise des régimes communistes, avaient été privés de liberté. Ce qui surprend toutefois, c'est de constater que le discours prononcé en 1975 par le président Walter Scheel à l'occasion du 8 mai 1945 n'a quasiment pas eu d'écho<sup>17</sup>, alors même qu'il anticipait dans les grandes lignes celui du président Weizsäcker de 1985. On y trouve en effet aussi bien une énumération des victimes du régime nazi (certes encore succincte alors qu'elle est exhaustive chez Weizsäcker) que la description du 8 mai comme un jour de libération « d'un terrible joug [...] », comme libération « de la guerre, du meurtre, de l'esclavage et de la barbarie »<sup>18</sup>.

#### Le 8 mai d'un contexte à l'autre

Les orientations et les échos respectifs de ces discours présidentiels, qui reflètent l'évolution du travail sur le passé en RFA et qui traduisent aussi bien ce qui peut ou non être dit publiquement en la matière que ce qui doit être dit ou non, s'expliquent aussi par leur contexte politique, que l'on peut schématiquement résumer de la manière suivante : en 1955 la République fédérale se trouve en pleine guerre froide, en pleine restauration, des forces armées fédérales en particulier – alors que l'URSS vient à peine de déclarer la cessation des hostilités avec l'Allemagne, ce qui explique aussi la discrétion du président

<sup>15</sup> Eberhard Pickart, *Theodor Heuss. Der Mann, das Werk, die Zeit*, Wunderlich, Stuttgart 1967, p. 286.

<sup>16</sup> Pour le rôle du 8 mai en RDA, voir Jan-Holger Kirsch, „*Wir haben aus der Geschichte gelernt*“. *Der 8. Mai als politischer Gedenktag in Deutschland*, Böhlau, Cologne 1999, pp. 122-149.

<sup>17</sup> Comme l'a relevé Alfred Grosser dans *Le crime et la mémoire*, Fayard, Paris 1989, pp. 102-103.

<sup>18</sup> Walter Scheel, « Zum 30. Jahrestag der Beendigung des Zweiten Weltkriegs » (6 mai 1975), *Bulletin* N° 59 du 7 mai 1975, p. 549-553, cit. p. 549 (trad. M.T.).



Heuss. En 1965, le mutisme du président Lübke paraît plus curieux, car le « procès d'Auschwitz », qui se tient à Francfort, va se terminer en août tandis qu'un débat sur la prescription des crimes nazis a eu lieu au *Bundestag* en mars – mais il est vrai que le président Lübke faisait déjà l'objet d'une campagne sur ses activités pendant la guerre et qu'il pouvait donc avoir des raisons personnelles de ne pas parler du 8 mai 1945<sup>19</sup>. L'année 1975 se situe, à l'opposé de 1955, en pleine période de détente : c'est l'époque de l'*Ostpolitik* et de la conférence sur la sécurité en Europe (CSCE), mais c'est aussi l'époque où dans la presse se manifeste le moins d'intérêt pour le passé nazi depuis 1945<sup>20</sup>. En 1985, au contraire encore de l'anniversaire précédent, l'intérêt pour ce passé est à son comble : c'est l'époque – après le retentissant feuilleton *holocaust* de 1979 - de l'instruction du procès Barbie (qui se tiendra en 1987), de l'affaire des faux carnets d'Hitler et de la pièce de Rainer Werner Fassbinder *La ville, l'ordure et la mort*, et il y a surtout eu peu de jours avant le discours du président R. von Weizsäcker la visite très controversée du chancelier Kohl et du président Reagan au cimetière de Bitburg avec ses tombes de *Waffen-SS*, qui laissait soupçonner une volonté de mettre sur le même plan les victimes de tous bords.

Bien que posée sans ambages dans le discours de Weizsäcker en 1985, cette équation entre 8 mai et libération mettra encore quelque temps à s'imposer dans la sphère publique, car l'année 1995 sera l'occasion pour un groupe de signataires rassemblés autour d'Alfred Dregger, président d'honneur du parti chrétien-démocrate, de lancer dans le grand quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* un appel contre cette interprétation du 8 mai comme jour de libération, en reprenant *grosso modo* les thèses de 1965, c'est-à-dire en présentant 1945 comme le début des expulsions et de l'oppression à l'Est<sup>21</sup>. Il s'ensuivra un débat dans un contexte sensible - l'exposition itinérante sur les crimes de la *Wehrmacht* venait de s'ouvrir en mars - pour savoir si le 8 mai était un jour de défaite ou un jour de libération, comme en témoignent de nombreux articles s'interrogeant alors sur cette

---

<sup>19</sup> Sur le poids des tensions inter-allemandes dans la commémoration du 8 mai en 1965, voir Edgar Wolfrum, « Der 8. Mai 1945 – ein Schlüsseldatum im historischen Bewußtsein der Westdeutschen », *Erinnerung und Geschichte*, dir. Rudolf von Thadden et Steffen Kaudelka, Wallstein, Göttingen 2006, pp. 25-32, en part. pp. 25-28.

<sup>20</sup> Marcel Tambarin, *Le poids du passé national-socialiste en République fédérale d'Allemagne à travers l'hebdomadaire Die Zeit, 1946-1985*, micrographie 88.16.06965/89 de l'Atelier National de Reproduction des Thèses, Lille 1988, p. 36-44 et 49-50.

<sup>21</sup> Série de trois annonces intitulées « 8. Mai 1945 - gegen das Vergessen », *Frankfurter Allgemeine Zeitung* des 7 avril, 28 avril et 5 mai 1995.

alternative qui n'en sera plus une dix ans plus tard<sup>22</sup>. Cette année-là, en 1995 donc, le président Herzog contournera l'écueil en orientant son discours sur les perspectives d'avenir offertes par le 8 mai, renouant ainsi avec l'idée d'année zéro et de nouveau départ qui prévalait immédiatement après 1945<sup>23</sup>.

Ce n'est donc pas sans peine que l'interprétation du 8 mai comme jour de libération, présente dès 1949 mais clairement exprimée seulement en 1975, a fini par prendre le dessus dans l'espace public. En 2005 en tout cas, parler du 8 mai comme d'un jour de libération fait quasiment figure de formule obligée dans les discours officiels – on la retrouve non seulement chez G. Schröder mais tout aussi bien dans les discours prononcés le 8 mai par le président de la république Horst Köhler ou par le président du *Bundestag* Wolfgang Thierse<sup>24</sup>. Les sondages révèlent en outre que ce consensus officiel est partagé par une majorité de la population<sup>25</sup>, et s'il faut en croire cette « Nuit de la libération » co-organisée par les organisations des jeunes chrétiens-démocrates, sociaux-démocrates, verts et libéraux à Sarrebruck pour le 8 mai 2005, ce consensus majoritaire transcende aujourd'hui non seulement les générations mais aussi les clivages des partis. Il faut dire que non seulement un renouvellement des forces vives a eu lieu (dont le chancelier Schröder, né deux mois avant le débarquement, est l'illustration emblématique) mais que de fait une libération est bien intervenue, celle de la RDA, de sorte que ce sentiment de libération exprimé dans les discours officiels correspond à celui que partage l'opinion pour une part importante et croissante – sans compter qu'à présent nul scrupule politique n'interdit plus d'adopter ce qui a toujours été l'interprétation officielle est-allemande du 8 mai.

---

<sup>22</sup> Voir Renate Köcher, « Frieden, nicht Befreiung », *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 25 avril 1995 ou Heribert Prantl, « Immer noch nicht befreit », *Süddeutsche Zeitung* des 22 et 23 avril 1995. A comparer avec ces titres de séries rétrospectives consacrées de l'année 2005: « Inferno und Befreiung - Deutschland vor 60 Jahren » (*Die Zeit*), « 60 Jahre Kriegsende : Untergang und Befreiung » (*Stern*).

<sup>23</sup> « Ansprache von Bundespräsident Roman Herzog beim Staatsakt aus Anlaß des 50. Jahrestages des Endes des Zweiten Weltkrieges », *Bulletin* N° 38 du 12 mai 1995, pp. 329-331.

<sup>24</sup> Voir leurs allocutions respectives devant le *Bundestag* dans *Bulletin* N° 39-1 et N° 38-2 du 8 mai 2005.

<sup>25</sup> De l'ordre de 60% selon l'Institut für Demoskopie Allensbach (« 60 Jahre nach dem Ende des Zweiten Weltkrieges », *allensbacher berichte* 2005 / N° 9, p. 2 et 5), mais parfois plus de 80% comme à Berlin (« Vier von fünf Berlinern sehen den 8. Mai 1945 als Tag der Befreiung », *Berliner Zeitung* du 14 février 2005).

### III. De la libération à la victoire ?

Alors qu'en 1975 le président Scheel affirmait que le 8 mai n'était pas un jour propre à être fêté par les Allemands, alors qu'en 1985 son successeur Weizsäcker répétait la même chose en ajoutant que les Allemands commémoraient cette journée entre eux, dix ans plus tard la cérémonie du 8 mai 1995 se tient à Berlin en présence des représentants des Alliés (en l'occurrence le premier ministre de la Fédération Russe Tschernomyrdin, le premier ministre britannique Major, le vice-président américain Gore et le président Mitterrand). Et le chancelier Kohl, qui avait encore estimé en 1984 que sa place n'était pas en Normandie aux côtés des Alliés commémorant une bataille où beaucoup d'Allemands, dont son propre frère, avaient péri, participe aux cérémonies commémoratives du 9 mai à Moscou – sans toutefois assister à la parade militaire. En 2005 enfin, le chancelier Schröder, que le président de la République française avait déjà accueilli « en frère » l'année précédente en Normandie à l'occasion du 60<sup>ème</sup> anniversaire du 6 juin 1944, prend également part à l'ensemble des cérémonies commémoratives du 9 mai à Moscou – parade militaire comprise – ce qui est tout à fait cohérent avec sa lecture de l'événement historique que l'on commémore, puisqu'à la veille de son voyage en Normandie il avait écrit dans l'édition dominicale du quotidien populaire à grand tirage *Bild* que « la victoire des Alliés n'était pas une victoire sur l'Allemagne, mais une victoire pour l'Allemagne »<sup>26</sup>.

On assiste ainsi, après des décennies de commémorations séparées, à une commémoration commune, partagée non seulement par les Allemands de l'Est et de l'Ouest, mais aussi par les Européens de l'Est et de l'Ouest et même bien au-delà puisqu'à Moscou se trouvait aussi pour la première fois un premier ministre japonais. Pour certains cette commémoration partagée serait l'expression d'une européanisation, sinon d'une universalisation de la mémoire, certes placée sous le signe de l'holocauste, mais dans laquelle les hiérarchies habituelles demandent à être revues et corrigées, par exemple en remplaçant les déportations et les génocides perpétrés par les nazis dans un ensemble plus vaste de violences touchant toute l'Europe au XX<sup>ème</sup> siècle ou en constatant que les

---

<sup>26</sup> Gerhard Schröder, « Warum das freie Deutschland heute gemeinsam mit den Alliierten der Landung in der Normandie gedenkt », *Bild am Sonntag* du 6 juin 2004 (trad. M.T.).

voisins de l'Allemagne, comme la Grande-Bretagne ou même la France, ne sont pas à l'abri des reproches, que ce soit à cause des bombardements aériens ou de leur collaboration aux déportations. Dans cette approche, ce ne sont par exemple plus les Français ou les Allemands qui sont en charge, chacun pour soi, du travail de mémoire, mais l'Europe entière puisque la Deuxième Guerre mondiale est alors perçue comme un traumatisme collectif européen.

Cette communauté mémorielle prônée en particulier par le sociologue Ulrich Beck<sup>27</sup> semble toutefois encore loin de devenir « l'utopie réelle » qu'il appelle de ses vœux : d'abord parce que même aux cérémonies consensuelles de 2005, il y avait quelques empêcheurs de commémorer en rond, puisqu'après les réticences manifestées par le président polonais Kwasniewski, ce sont les présidents de l'Estonie et de la Lituanie, Arnold Rüütel et Valdas Adamkus, qui ont refusé de participer aux cérémonies de Moscou ; ensuite parce qu'en Allemagne même – et il n'est même pas question ici des néo-nazis qui ont tenté sans grand succès de perturber les commémorations à Berlin et à Dresde en 2005 – la perception du 8 mai est encore loin d'être unanime. Ainsi le porte-parole chrétien-démocrate pour les affaires étrangères a-t-il souligné en 2005 que la victoire sur le nazisme ne faisait pas encore de l'armée soviétique une armée de libération<sup>28</sup>, surtout après que celle-ci avait occupé les républiques baltes. Ainsi les deux grands quotidiens, le conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung* comme le libéral *Süddeutsche Zeitung*, ont-ils rappelé que pour les Allemands de 1945 le 8 mai avait quand même été le jour de l'effondrement et de la défaite et que commémorer le 8 mai sans évoquer le deuil que beaucoup y associent serait un sacrilège<sup>29</sup>. A cet égard, une telle communauté mémorielle apparaît également problématique parce qu'elle sert une revictimisation des Allemands, dont témoigne par exemple, outre une production littéraire récente qui porte un regard moins intransigeant, sinon plus complaisant sur le passé, la demande exprimée par le groupe parlementaire CDU-CSU dès 2003 pour que le

---

<sup>27</sup> Ulrich Beck, « Wie Versöhnung möglich werden kann. Ein kosmopolitisches Europa im Zeichen der Erinnerung an den Holocaust – das wäre eine reale Utopie », *Die Zeit* n° 29 du 10 juillet 2003. Idée reprise dans le chapitre IV (« Europäische Gesellschaft als Gedächtnis ») de l'ouvrage co-écrit avec Edgar Grande, *Kosmopolitisches Europa*, Suhrkamp, Francfort/M. 2004 (trad. frise : *Pour un empire européen*, Flammarion 2007).

<sup>28</sup> Friedbert Pflüger, cité par le *Berliner Zeitung* (« Schröder bei den Siegern », 10. Mai 2005).

<sup>29</sup> Lorenz Jäger, « Der geteilte 8. Mai », *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 7 mai 2005 ; Hans Werner Kitz, « Gespaltene Geschichte », in *Süddeutsche Zeitung* des 7 et 8 mai 2005.

*Bundestag* honore solennellement la mémoire des victimes des bombardements à la *Frauenkirche* de Dresde le 13 février 2005. Bien qu'il n'ait pas manqué d'historiens<sup>30</sup> pour contester aux Allemands le droit de se ranger du côté de ceux qui ont été libérés et que l'on puisse considérer les victimes de manière indifférenciée, c'est-à-dire que l'on puisse considérer les Allemands comme victimes de la guerre et du nazisme au même titre que les autres, ce souci des victimes allemandes (en particulier des bombardements) sera repris dans la motion finalement adoptée en 2005 par les partis au pouvoir (SPD et Verts), puisque cette motion, après avoir certes souligné que la libération n'avait été rendue possible que par la défaite militaire, recommande de placer les victimes au centre de la commémoration du 8 mai.

## Conclusion

En soixante ans, le 8 mai a donc plusieurs fois changé de statut dans l'espace public, jusqu'à pouvoir y être présenté comme un jour de victoire à en croire le chancelier Schröder. Si de prime abord ce passage de la défaite à la victoire peut apparaître comme une sorte de court-circuit historique, il faut bien comprendre que cette lecture du 8 mai n'a été rendue possible que par la reconnaissance de la défaite. En d'autres termes, c'est en reconnaissant la responsabilité allemande et en endossant les horreurs nazies que l'Allemagne peut prétendre se ranger à présent du côté des vainqueurs<sup>31</sup>. Car même si l'on peut voir dans cette dernière lecture du 8 mai une décontextualisation discutable, voire une perte de repères historiques, dans la mesure où l'on commémore aujourd'hui le 27 janvier 1945, jour de la libération du camp d'Auschwitz, puis dans la foulée le 8 mai 1945 comme jour de libération de l'Allemagne, on ne peut pas non plus oublier que deux jours après le 8 mai 2005 a été inauguré le « Mémorial de l'holocauste » et que ce dernier est officiellement assumé par la RFA.

Ensuite, il est certes loisible de réduire cette interprétation officielle du 8 mai à une approche opportuniste au service des nouvelles ambitions de l'Allemagne sur la scène

---

<sup>30</sup> Comme Norbert Frei, « 1945 und wir », dans N. Frei, *1945 und wir. Das Dritte Reich im Bewusstsein der Deutschen*, Beck, Munich 2005, pp. 7-22, en part. p.19.

<sup>31</sup> Voir Gerd Wiegand, « Niederlage, Befreiung oder Sieg. Der 8. Mai im Spiegel seiner Jubiläen », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n° 5/2005 (mai), pp. 564 à 570, en part. pp. 569-570.

internationale, mais il faut garder à l'esprit qu'elle est l'aboutissement d'un long processus, qui a pris plusieurs décennies et dans lequel l'Allemagne s'est « politiquement civilisée » à mesure qu'elle admettait la « rupture de civilisation » que représente Auschwitz, comme Jürgen Habermas le soulignait déjà en 1995<sup>32</sup>. Et si la contradiction entre défaite et libération a pu être résolue à l'avantage de cette dernière, c'est en admettant que la défaite a été la condition de la libération, le point de départ d'une prise de conscience rétrospective, au cours de laquelle les Allemands se sont libérés eux-mêmes de l'emprise du nazisme par un long travail sur le passé<sup>33</sup>.

Toutefois, si cette mutation a permis de résoudre le dilemme de la commémoration *a priori* inhabituelle d'une défaite en la transformant en libération, il n'en reste pas moins qu'en Allemagne ce 8 mai est chargé d'une telle polysémantique que pour plus d'un il comporte toujours autant d'ambivalences qu'en 1945. Si à présent la pondération a changé en faveur des bénéfiques du 8 mai 1945 dans la commémoration officielle, celle-ci ne met pas pour autant fin aux divergences, voire aux incompatibilités fondamentales qui subsistent entre la mémoire institutionnalisée et la mémoire personnelle, entre l'évocation publique et l'expérience vécue – sauf à dénier à un contemporain du 8 mai 1945 le « droit intangible à son propre souvenir »<sup>34</sup>.

---

<sup>32</sup> Jürgen Habermas, « 1989 im Schatten von 1945 », *Die Normalität einer Berliner Republik*, Suhrkamp, Francfort/M. 1995, pp. 167-188, en part. pp. 168 et 170.

<sup>33</sup> L'historien Hans-Günther Hockerts a parlé à ce propos d'un long processus d'« auto-libération rétrospective » (« Ariadnefaden zur Okkupation », *Süddeutsche Zeitung* du 27 juin 1995).

<sup>34</sup> Reinhart Koselleck, « Der 8. Mai zwischen Erinnerung und Geschichte », *Erinnerung und Geschichte*, *op. cit.*, pp. 13-22, cit. p. 15.